

L'élévation du niveau de la mer et les petits Etats insulaires à la recherche d'une bouée de sauvetage

Les 52 petits Etats insulaires en développement (PEID), notamment ceux qui se trouvent en danger de disparition à cause du réchauffement climatique et de l'élévation du niveau de la mer qui en découle seront au cœur des débats lors de la conférence internationale qui aura lieu à Samoa au mois de septembre. La conférence du 1^{er} et 2 septembre dans cet Etat insulaire du sud de l'Océan Pacifique, offrira aux leaders politiques du monde l'opportunité d'apprécier les défis auxquels doivent faire face les petites îles suite au changement climatique et aux problèmes liés à la pauvreté.

Les Chefs de gouvernement réunis à Samoa annonceront plus de 200 mesures concrètes pour sortir les populations des PEID de la pauvreté, menacées par l'augmentation régulière du niveau de la mer, la surpêche et les catastrophes naturelles telles que les typhons et les tsunamis, informa l'Organisation des Nations Unies (ONU). Dans le cas des pays d'atolls de basse altitude, l'inégale proportion entre la zone côtière et la masse terrestre représente un défi pour l'adaptation au changement climatique.

« Nous travaillons avec nos partenaires, de façon bilatérale et multilatérale, afin de soutenir la résolution de nos difficultés » déclara l'ambassadeur du Samoa auprès de l'ONU, Ali'ioaiga Feturi Elisaia.

« Il n'est pas nécessaire de poser le chèque sur la table » des négociations, rajouta-t-il. « Ce qui compte sont les partenariats ». La Conférence abordera également des sujets tels que le développement durable, les océans, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets, le tourisme durable, la réduction du risque de catastrophes, la santé et les maladies non transmissibles, la jeunesse et les femmes.

Les 52 PEID comprennent une zone géographique étendue et ils incluent, entre autres, Antigua et Barbuda, le Bahamas, le Bahreïn, Cuba, Fidji, les Iles Malouines, les Iles Marshall, Nauru, Palau, Suriname, le Timor Oriental, Tonga et Vanuatu.

Il est prévu que la réunion de Samoa adopte un plan d'action, aussi appelé document final, qui aborde quelques-unes des priorités des PEID. Un comité préparatoire, coprésidé par la Nouvelle Zélande et Singapour, présentera le document à la Conférence pour son approbation.

Les PEID sont atteints de « vulnérabilités spécifiques et leurs difficultés sont graves et complexes. Leur petite taille génère des désavantages », ont signalé à IPS (Inter Press Service) les représentants près de l'ONU de Singapour, Karen Tan et de la Nouvelle Zélande, Phillip Taula.

Parmi les désavantages on peut inclure les faibles ressources et une forte densité de la population, qui peuvent contribuer à la surexploitation et à l'épuisement des ressources, une grande dépendance vis-à-vis du commerce international, la rareté de l'eau douce et le coût élevé de la gestion publique et de l'infrastructure.

Leur dissémination géographique et leur isolement vis-à-vis des marchés mondiaux génèrent aussi des coûts élevés de transport et une compétitivité réduite. La population des PEID se concentre dans les zones côtières d'une masse terrestre limitée. C'est pourquoi le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer entraînent des risques importants, ils ont assuré. Les effets à long terme du changement climatique menacent l'existence et la viabilité de certains PEID, ont affirmé Tan et Taula dans une interview conjointe.

Les « PEID se trouvent parmi les régions les plus vulnérables du monde en termes d'intensité et de fréquence des catastrophes naturelles et environnementales » ont-ils manifesté.

Ces vulnérabilités accentuent les problèmes qui affectent le Sud en développement de façon générale, de même que la libéralisation du commerce et la globalisation, la sécurité alimentaire, la dépendance énergétique, les ressources en eau douce, la dégradation de la terre, la gestion des déchets et la biodiversité.

Le Panel intergouvernemental sur le Changement climatique publia en avril son cinquième rapport d'évaluation et son Groupe de travail II divulgua sa contribution intitulée « Changement climatique 2014 : impacts, adaptation et vulnérabilité ».

Le rapport observe que de façon générale les petites îles risquent la perte de leurs moyens de survie, les communautés côtières, l'infrastructure, les services des écosystèmes et la stabilité économique.

Dans le cas particulier des pays d'atolls de basse altitude, la forte proportion entre la zone côtière et la masse terrestre rendra difficile d'adaptation au changement climatique.

Le document rajoute que certains petits Etats insulaires seront immergés ou subiront des inondations et de l'érosion de leurs littoraux, ce qui pourrait entraîner des coûts d'adaptation équivalents à un certain pourcentage du produit interne brut.

Le rapport signale que la population des petites îles risque de mourir, de blessures, de maladies ou de perturbations dans les moyens de survie des zones de basse altitude.

Toutefois, il rajoute que les îles ont une capacité importante d'adaptation, que des ressources et technologies externes pourraient améliorer.

« Le thème de la conférence, le développement durable des PEID par le biais de partenariats solides et durables, reconnaît que la coopération internationale et un large éventail de partenariats qui impliquent toutes les parties intéressées, sont fondamentales pour le développement durable », répondirent-ils.

Afu Billy, volontaire de l'organisation d'Echange de services pour le développement, siégeant aux Iles Salomon, confia à IPS que la conférence de Samoa sera d'une grande valeur pour les petits Etats insulaires, puisqu'ils apprendront les uns des autres la façon d'aborder ces problèmes et la façon dont la communauté internationale aborde leurs priorités.

Le fait que la conférence réunisse des Chefs de gouvernement et des acteurs non-gouvernementaux, y compris le secteur privé, offre une opportunité d'apprentissage qui encouragera les efforts de coopération, rajouta-t-elle.

« Il convient de souligner que les petits Etats insulaires doivent agir par eux-mêmes afin de garantir le développement durable et que les intéressés et leurs partenaires se reconnaissent en tant qu'« amis » qui

viennent s'entraider en cas de problème et qui continuent leurs tâches après avoir été aidés». L'objectif étant celui de réduire ou de minimiser la dépendance à l'égard des donateurs tout en soutenant le développement durable. Enfin, elle conclue « nous espérons que la réduction de la corruption et une meilleure transparence à tous les niveaux soient parmi les thèmes principaux abordés par la Conférence et que le plan d'action adopte des recommandations pour la réduire ».

http://www.ipsnoticias.net/2014/08/el-mar-subey-los-pequenos-paises-insulares-buscan-salvavidas/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=el-mar-subey-los-pequenos-paises-insulares-buscan-salvavidas